



MARCHES PUBLICS DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

Pouvoir adjudicateur	ETAT – Ministère de l'éducation nationale Monsieur le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, Recteur de l'académie de Lyon, Chancelier des universités Rectorat de l'académie de LYON 92, rue de Marseille - B.P. 7227 69354 LYO N CEDEX 07
Objet du marché	Fourniture de prestations de qualification fonctionnelle (tests applicatif et d'audit RGAA) et de diffusion fonctionnelle (communication, assistance et support aux académies, documentation et formation), pour la réalisation d'applications informatiques des équipes de missions nationales des rectorats de Clermont-Ferrand et Grenoble
Référence du marché	Marché n°2025005_DRAA_DSI_214_FS
Procédure retenue	Marché passé en appel d'offres ouvert sur le fondement des articles L2120-1, L2124-1, L2124-2 et R2124-2-1° du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Décomposition en tranches et en lots	4
1.3 Forme du marché	4
1.4 Montant du marché	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1 conditions d'émission des bons de commandes	5
4.2 Nature, conditions d'exécution et étendue des prestations	6
4.3 Obligations du titulaire	6
4.3.1 Obligation de résultat et devoir de conseil	6
4.3.2 Obligation de désigner un correspondant permanent	7
4.3.3 Obligation mise en place d'une équipe de personnes compétentes	7
4.3.4 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	8
4.3.5 Obligation de discrétion, de confidentialité et de secret professionnel	8
4.4 Conditions particulières d'exécution	9
4.4.1 conditions d'exécution sociale: action de formation sous statut scolaire au bénéfice d'élèves à besoins spécifiques	9
4.4.1.1 Encadrement de l'élève	10
4.4.1.2 Les étapes de mise en œuvre du stage	10
4.4.1.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation	11
4.4.2 conditions d'exécution environnementales	11
4.4.2.1 Conditions générales	11
4.4.2.1 Mesures indiquées au mémoire technique	12
4.5 Droit de propriété intellectuelle, régimes de résultats et des connaissances antérieures	12
4.6 Garantie de revendication	13
ARTICLE 5 – REGIME FINANCIER	13
5.1 Nature et Contenu des prix	13
5.3 Variation des prix	14
5.3.1 Index de variation	14
5.3.2 Modalités de variation des prix	14
5.4 Clause butoir et de sauvegarde	14
5.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée	15
ARTICLE 7 – PENALITES	15
7.1 Dispositions générales	15
7.2 Pénalités de retard	15
7.3 Pénalités relatives à la clause d'insertion sociale	16
7.4 Pénalités relatives à l'exécution défectueuse des prestations, au non-respect du mémoire technique remis par le candidat, au non-respect des prescriptions environnementales du CCTP ou du mémoire technique	16
ARTICLE 8 – ASSURANCES	16
ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE	16
ARTICLE 10 – AVANCE	16

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES COMPTES	17
11.1 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires	17
11.2 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	18
11.3 Demandes de paiement	18
ARTICLE 12 – RESILIATION ET MESURES COERCITIVES	19
12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	19
12.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	19
12.3 Autre cas de résiliation	19
12.4 Cas de défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint	19
12.5 Cas de perte d'exclusivité.....	19
ARTICLE 13 – CLAUSE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	20
13.1 Dispositions générales	20
13.2 Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	20
13.3 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée.....	20
13.4 Indemnisation.....	21
13.5 Demande indemnitaire	21
13.6 Modalités de communication en cas de circonstances imprévisibles.....	21
ARTICLE 14 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	21
14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	21
14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	22
14.3 Circonstances imprévisibles	22
ARTICLE 15 – LITIGE – DROIT – LANGUE - MONNAIE.....	22
ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

ARTICLE PREMIER – OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de service informatique comprenant les prestations suivantes : Fourniture de prestations de qualification fonctionnelle (tests applicatif et d'audit RGAA), et de diffusion fonctionnelle (communication, assistance et support aux académies, documentation et formation), pour la réalisation d'applications informatiques des équipes de missions nationales des rectorats de Clermont-Ferrand et Grenoble.

Les prestations demandées sont décrites dans le CCTP du présent marché.

Lieu d'exécution des prestations :

Lot 1 : rectorat de CLERMONT-FERRAND

Lot 2 : rectorat de GRENOBLE

Conformément aux articles R2182-4 et R2182-5 du Code de la Commande Publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au titulaire.

1.2 Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte les lots décrits ci-dessous :

- lot 1 : prestations de qualification et de diffusion fonctionnelle-rectorat de CLERMONT-FERRAND
- lot 2 : prestations de qualification et de diffusion fonctionnelle-rectorat de GRENOBLE

Il n'est pas prévu de tranches optionnelles pour ces lots.

1.3 Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre multi-attributaires à bon de commande s'exécutant à mesure de l'apparition des besoins sur le fondement des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique. Chaque lot comprend deux attributaires.

Les bons de commandes seront attribués aux titulaires du marché en cascade selon les modalités précisées à l'article 4.1 du présent CCAP.

1.4 Montant du marché

Le présent marché est conclu sans minimum mais avec les maximums suivants :

	Montant minimum annuel	Montant estimatif annuel en € HT *	Montant maximum sur la durée de l'accord cadre, toutes reconductions cumulées en € HT
Lot 1 prestations de qualification et de diffusion fonctionnelle-rectorat de CLERMONT-FERRAND	néant	1 666 666 €	16 000 000 €

lot 2 prestations de qualification et de diffusion fonctionnelle-rectorat de GRENOBLE	néant	850 000 €	10 000 000 €
---	-------	-----------	--------------

*Estimation annuelle non contractuelle.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, Le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes énumérées par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe relative à la clause sociale de formation ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales-TIC du 30 mars 2021 modifiés (CCAG-TIC) ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de deux ans à compter de la date d'envoi d'un de la notification pour chaque lot.

Le marché est renouvelable par reconduction tacite deux fois par période d'un an pour chaque renouvellement. La durée totale du marchés, toutes reconductions comprises est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'exécution des bons de commandes peut se poursuivre au-delà de la durée du marché, notamment pour assurer la continuité d'une prestation durant le temps de l'achèvement de la procédure de passation du marché suivant

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 conditions d'émission des bons de commandes

La totalité des prestations s'effectue par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins selon la méthode dite « en cascade ».

Les bons de commande sont attribués aux différents titulaires du marché dans le cadre des règles décrites ci-après :

Le titulaire dont l'offre a été classée en 1^{ère} position dispose d'un délai de 20 jours ouvrés maximum à compter de la demande d'intervention écrite et clairement formulée par l'administration (objet, contexte, date, lieu, nombre de personnes) pour envoyer un devis ou refuser les prestations. Tout refus doit être dûment motivé.

Passé ce délai, l'administration peut s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée en 2^{ème} position. Le titulaire n°2 dispose à son tour d'un délai de 20 jours ouvrés maximum à compter de la demande écrite et clairement formulée par l'administration pour envoyer une proposition commerciale. Passé ce délai, l'administration peut s'adresser de nouveau au 1^{er} titulaire ou à un prestataire non retenu sur le marché.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, en début d'exécution du marché, en cas d'attribution du présent marché au titulaire du marché précédent, les premiers bons de commande pourront être adressés en priorité à ce titulaire pour assurer la continuité des prestations démarrées précédemment.

Les délais et les modalités d'émission et d'exécutions des bons de commandes sont fixés au CCTP.

4.2 Nature, conditions d'exécution et étendue des prestations

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Le titulaire s'engage à remettre les résultats de sa prestation, missions par missions et phases par phases.

Les durées et plages horaires d'exécution sont définies au CCTP.

Toutes les demandes d'information entre le titulaire et le rectorat, question et réponse, se font par écrit, sous forme d'un message électronique.

Conformément à l'article 22 du CCAG-TIC, le rectorat peut décider de ne pas poursuivre l'exécution des prestations sans indemnité de sa propre initiative ou à la demande du titulaire, dans l'hypothèse où les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement.

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf indications spécifiques dans les bons de commande

Les modalités de vérification, réception, admission, ajournement des prestations sont décrites au CCTP lorsqu'elles dérogent au CCAG-TIC.

4.3 Obligations du titulaire

4.3.1 Obligation de résultat et devoir de conseil

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans le marché.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant du service prescripteur et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire, concernant les prestations relatives au présent marché,
- Demander au service prescripteur toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations,
- Reprendre tous les points pour lesquels le service prescripteur a opposé des remarques et dans les délais émis par le service prescripteur, conformément aux documents régissant le présent marché,
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché,

- Fournir une assistance fonctionnelle et technique au service prescripteur lors de l'exécution des missions,
- Livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés,
- Corriger tous les points pour lesquels le service prescripteur a opposé des remarques et dans les délais prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché,
- Observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire ou son personnel ayant accès aux locaux du service prescripteur sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document. Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature susceptibles d'affecter les prestations ou les biens qui lui seraient confiés. En outre, le titulaire doit assurer la réparation des préjudices qu'il peut lui-même subir à l'occasion de l'exécution du marché.

4.3.2 Obligation de désigner un correspondant permanent

Le titulaire désigne un correspondant permanent. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Il rend compte régulièrement et/ou à la demande du rectorat de la nécessaire coordination des travaux et des savoirs que seront amenés à mettre en œuvre les différents intervenants du titulaire.

Plus spécifiquement, le directeur de projet assurera les missions :

- de coordination des équipes du titulaire,
- de responsable des engagements du titulaire

4.3.3 Obligation mise en place d'une équipe de personnes compétentes

Réfutation d'un intervenant par le rectorat :

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Le rectorat se réserve la possibilité, sur justification motivée, de refuser la poursuite de l'intervention d'un collaborateur du titulaire si les compétences de ce dernier ne correspondent pas aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Dans ce cas, le titulaire devra mettre à disposition du rectorat un nouvel intervenant d'une compétence conforme aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Ce remplacement devra être effectif dans un délai maximum de 10 jours ouvrés à compter de la notification écrite adressée au titulaire.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article du présent CCAP relatif aux pénalités.

Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG –TIC , en cas de modification de son équipe, le titulaire doit en aviser le rectorat au moins 20 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire ne pourra changer d'intervenant qu'avec l'accord du rectorat. Le remplaçant proposé doit avoir une compétence et une expérience au moins équivalentes à celles de l'intervenant qu'il remplace et dans tous les cas conformes aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. En cas d'acceptation de ce changement par le rectorat, le titulaire assure la formation et prend à sa charge l'intégralité du temps de prise de connaissance du nouvel intervenant.

Le remplaçant est considéré comme accepté sauf si le Rectorat le récusé dans les conditions du paragraphe précédent.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant récusé n'est pas remplacé dans le délai indiqué ci-dessus, des pénalités pourront être appliquées.

En définitif, il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

De même, le rectorat se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à l'exécution des prestations attendues par l'objet du marché

4.3.4 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

En cas de transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire qui ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Il doit, à cet effet, joindre les documents suivants :

- une déclaration qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles R 2143-3 1° et R 2143-6 du code de la commande publique) ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché dont les capacités professionnelles – capacités financières, moyens et références (article R 2143-3 2° du code de la commande publique) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle et décennale visée à l'article 8 du présent CCAP.

La cession du marché acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'une modification du marché en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

4.3.5 Obligation de discrétion, de confidentialité et de secret professionnel

Le titulaire est tenu de maintenir confidentielle toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la personne publique, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du présent marché.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent marché. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le rectorat. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Les services du rectorat s'engagent à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire aux services du rectorat.

4.4 Conditions particulières d'exécution

4.4.1 conditions d'exécution sociale : action de formation sous statut scolaire au bénéfice d'élèves à besoins spécifiques

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé à réaliser pendant la durée totale du marché renouvellements compris est le suivant :

Lot 1 : 900 heures

Lot 2 : 450 heures

Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

Le titulaire de plusieurs lots intégrant chacun une clause sociale de formation sous statut scolaire peut regrouper ces différentes obligations afin de proposer un (ou plusieurs) stages d'une durée plus longue, dans la limite de 900 heures par stage.

Le titulaire doit alors produire une fiche entreprise complétée pour chacun des lots comportant une clause sociale de formation sous statut scolaire, en respectant l'exigence de lien avec l'objet du marché.

4.4.1.1 Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal)

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

4.4.1.2 Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise aux services du rectorat par le titulaire.

Le titulaire transmet également à aux services du rectorat la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer les services du rectorat aux services du rectorat et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, les services du rectorat et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de

l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis aux services du rectorat, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

4.4.1.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande des services du rectorat et du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution aux services du rectorat :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer les services du rectorat au terme de la période ferme et lors des reconductions du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par les services du rectorat de toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

4.4.2 conditions d'exécution environnementales

4.4.2.1 Conditions générales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire s'engage à favoriser, poursuivre ou mettre en œuvre l'une au moins des 3 mesures suivantes, lors de la réalisation des prestations objet du marché :

Mesure n°1 : la réduction de l'empreinte environnementale des matériels informatiques utilisés par ses personnels pour la réalisation des prestations objet du marché.

Cette action peut couvrir tous les aspects du cycle de vie des produits [mise en place de critères d'acquisition intégrant la durabilité des produits (niveau de labélisation EPEAT, certification TCO),

diminution de la consommation énergétique, optimisation de la gestion des équipements (règles d'utilisation et de sécurité, formation des utilisateurs, mesures de maintenance...), politique de gestion des matériels en fin de vie (dons des matériels, recyclage...)]

Lors du 1^{er} comité de pilotage du marché, le titulaire réalise un état des lieux et indique les actions qu'il va mener.

Puis chaque année lors du 1^{er} comité de pilotage annuel, il présente en comité le bilan de son action et ses perspectives.

Mesure n°2 : la diminution de l'empreinte environnementale des déplacements de ses personnels, dans le cadre des prestations objet du marché.

Cette action peut couvrir les déplacements domicile travail en encourageant l'utilisation des transports en commun (prise en charge des abonnements aux transports publics au-delà de 50%...), du co-voiturage (indemnisation des frais...) ou des déplacements doux (indemnité mobilité durable...) comme les déplacements professionnels. Il peut alors s'agir de privilégier les transports en commun ou de mettre à disposition des véhicules à faibles émissions de gaz à effet de serre et polluants atmosphériques (50 gCO₂ /km - Article D224-15-11 du code de l'environnement) et de former les personnels à l'écoconduite...

Lors du 1^{er} comité de pilotage du marché, le titulaire réalise un état des lieux et indique les actions qu'il va mener.

Puis chaque année lors du 1^{er} comité de pilotage annuel, il présente en comité le bilan de son action et ses perspectives.

Mesure n°3 : les pratiques de conception responsable des services numériques applicables aux prestations objet du marché

Cette action peut couvrir la formation des personnels à l'éco-conception telle qu'elle est définie dans le référentiel général d'écoconception de services numériques (RGESN) proposé par la mission interministérielle numérique responsable.

Lors du 1^{er} comité de pilotage du marché, le titulaire réalise un état des lieux et indique les actions qu'il va mener.

Puis chaque année lors du 1^{er} comité de pilotage annuel, il présente en comité le bilan de son action et ses perspectives.

La non réalisation d'une des 3 mesures, au choix du titulaire, entraîne des pénalités décrites dans l'article 7.4.

4.4.2.1 Mesures indiquées au mémoire technique

Le non-respect des mesures indiquées par le candidat dans son mémoire technique l'expose également aux sanctions de l'article 7.4

4.5 Droit de propriété intellectuelle, régimes de résultats et des connaissances antérieures

Par dérogation aux articles 43 à 46 du CCAG-TIC, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle ou titres de toute nature afférents aux résultats, les résultats et connaissances antérieures standards et non standards permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement (y compris à des fins commerciales pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché), et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au rectorat, sans que cette liste soit exhaustive.

Le rectorat est, et demeure, propriétaire des applications concernées par le présent marché ainsi que toutes modifications (adaptations, évolutions, corrections) qui y seraient apportées et qui résulteraient de la mise en œuvre même du présent marché.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au rectorat les droits d'utilisation, les droits d'exploitation,

les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le rectorat se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au rectorat ou à des tiers.

Le titulaire garantit au rectorat le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du rectorat.

4.6 Garantie de revendication

Le titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition ces droits au rectorat.

De même, si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance ou dans la possession des prestations fournies, le contractant doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser. Les mesures propres sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit de modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit de faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

Le rectorat informe, dans les meilleurs délais, le titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès pour contrefaçon de droit d'auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant notamment les applications, les progiciels utilisés, les méthodes et les documentations fournies par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire toutes diligences, pour assurer sa défense, et permettre au rectorat pour le cas où celui-ci serait mis en cause, d'assurer la sienne, le titulaire prenant à sa charge l'intégralité des frais de la procédure, ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux du rectorat.

ARTICLE 5 – REGIME FINANCIER

5.1 Nature et Contenu des prix

Le marché est à prix mixtes comme indiqué dans les bordereaux de prix.

Les prix tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à la bonne exécution de la prestation, ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, y compris les frais et débours nécessités par la mission notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et les règles en vigueur. Les montants hors taxes et TVA comprise sont ceux figurant au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Le taux de TVA est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

5.3 Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ". Par exemple, pour une offre remise en février 2025, le " mois zéro " sera février 2025 pendant la durée totale du marché.

Le présent marché est passé à prix révisable.

5.3.1 Index de variation

L'index de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix de chaque lot est le suivant :

- Indice SYNTEC

L'index est publié sur le site de l'INSEE : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

En cas de changement ou de disparition d'un ou des index de variation ci-avant visés, il sera procédé par avenant à la suppression, au remplacement ou à la modification de la formule d'indexation avec les nouveaux éléments d'indexation des référence mis alors à disposition du maître d'ouvrage.

5.3.2 Modalités de variation des prix

Les prix du BPU sont fermes la première année de l'exécution du marché. Ils sont ensuite révisables par période annuelle à chaque date anniversaire de la notification du marché.

La révision de prix se fait par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [0.20 + 0.80 \times (S1/S0)]$$

Dans laquelle

P1 = prix révisé hors TVA

P0 = prix hors TVA du mois zéro de la remise d'offre

S0 = indice SYNTEC publié à la date d'établissement du prix de l'offre (INSEE)

S1 = dernier indice SYNTEC publié à la date de révision (INSEE)

Au minimum un mois avant chaque date anniversaire du marché, le titulaire transmet au rectorat par mail avec accusé de réception les éléments relatifs à la révision des prix. Tant que le rectorat n'a pas reçu ces éléments de révision de prix de la part du titulaire, les commandes et les factures correspondantes sont émises sur la base des prix en vigueur. Le Rectorat dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire connaître son acceptation.

Le titulaire doit demander la révision de prix avant la date anniversaire du marché, il renonce à toute révision pour l'année courante au-delà des délais indiqués ci-dessus.

5.4 Clause butoir et de sauvegarde

Si l'application des dispositions qui précèdent, conduit à une variation des prix unitaires supérieure à 5 % sur une période de 12 mois, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat.

Toutefois, pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, le marché sera prorogé d'un trimestre avec l'application d'une hausse limitée à 5 % sur les prix unitaires pour les seuls besoins correspondants à la période considérée.

5.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

En application de l'article 256 du code général des impôts, il est précisé que les pénalités ne sont pas soumises à la taxe à la valeur ajoutée.

ARTICLE 7 – PENALITES

7.1 Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 20 jours ouvrés de retard, le rectorat peut décider de résilier le présent marché, de plein droit aux torts du titulaire, sauf si les retards sont imputables au rectorat.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité du rectorat.

Le titulaire aura connaissance du montant des pénalités à verser, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant cumulé des pénalités ne peut excéder 10% de l'ensemble des prestations déjà commandées sur le marché. Au-delà, le rectorat peut résilier le marché aux torts du titulaire, de plein droit et sans indemnités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

7.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, le montant des pénalités de retard s'établit comme suit :

- 100 euros par jour ouvré de retard pour les vingt (20) premiers jours.
- 250 euros par jour ouvré de retard pour un retard compris à partir de vingt et un (21) jours.

7.3 Pénalités relatives à la clause d'insertion sociale

Dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 4.4.1 du présent CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- 250 € HT par jour ouvré de retard si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale.
- 250 € HT par jour ouvré de retard si, après demande du (nom de l'acheteur), le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.
- Une pénalité (HT) égale au nombre d'heures de formation prévu par le marché et non réalisé, du fait du titulaire, multiplié par 10.

7.4 Pénalités relatives à l'exécution défectueuse des prestations, au non-respect du mémoire technique remis par le candidat, au non-respect des prescriptions environnementales du CCTP ou du mémoire technique

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, l'exécution défectueuse d'une prestation, le non-respect des obligations du titulaire énumérées aux CCTP ou CCAP du présent et le non-respect du mémoire technique remis par le candidat donne lieu à une pénalité forfaitaire de 300€.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le titulaire du marché doit pouvoir justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. En conséquence, une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle sera à fournir lors de l'établissement de l'offre.

Le montant de la garantie doit couvrir l'intégralité de la valeur des matériels réalisés ainsi que d'éventuels dommages aux personnes et aux biens.

ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 10 – AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé à l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire dans les conditions fixées aux articles R2191-15 à R2191-19 du code de la commande publique.

Pour le présent marché, le taux est ainsi fixé comme suit :

- **30 % : titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2191-7.**
- **20 % : titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2191-7.**

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, **commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 40 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.**

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, le calcul du versement et du remboursement de l'avance se fait sur la part de chaque cotraitant. Par ailleurs, le paiement et le remboursement de l'avance sont effectués sur le compte de chacun en cas de comptes séparés.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, **l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.**

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et **donnant lieu à paiement direct**, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES COMPTES

Pour l'ensemble des missions, le paiement se fera après exécution des prestations, après réception du procès-verbal de recette établi par les services du rectorat.

Le titulaire devra présenter une demande d'acompte par lot.

11.1 Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le mode de règlement est le virement bancaire par mandatement administratif et la monnaie de Compte est l'Euro.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Facturation électronique :

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, le titulaire de marché conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs co- et sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.,

Le " portail public de facturation ", permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique est disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

En application de l'article D. 2192-2, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les **mentions suivantes** :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

11.2 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement si les réparations des différents montants ont été indiqués dans l'offre financière du titulaire.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R2192-22 et -23 du code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

11.3 Demandes de paiement

Selon l'article R2191.20 du code de la commande publique, les prestations à bons de commandes qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

A la demande du titulaire et conformément aux dispositions des articles L2191-4 et R.2191-20 à R.2191-23, des acomptes pourront être versés à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations, pour un bon de commande groupant plusieurs UO et dont le délai d'exécution dépasse un mois.

Les acomptes éventuels sont versés en fonction de l'avancement global de l'exécution des prestations objet de chaque bon de commande ouvrant droit à un tel versement.

ARTICLE 12 – RESILIATION ET MESURES COERCITIVES

12.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, la résiliation sur ce fondement ne donnera droit à aucune indemnité de résiliation.

12.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Outre les cas de résiliation pour faute indiqués dans les articles supra du présent CCAP notamment les articles 4.3.3 et 7.2, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- **En cas d'inexactitude des documents et renseignements** mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou **de refus de produire** les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- **En cas de manquement répété du titulaire aux stipulations prévues au CCAP**, l'acheteur peut procéder, après mise en demeure préalable, à la résiliation dans les conditions définies par le CCAG -TIC aux torts du titulaire ;

12.3 Autre cas de résiliation

Outre les cas de résiliation indiquées par les CCAG-TIC et les articles énumérés ci-dessus, la résiliation peut intervenir en application de :

- l'article 13.3 du présent CCAP, relatif aux circonstances imprévisibles ;
- l'article 5.5 du présent CCAP relatif à la clause de sauvegarde ;
- l'article 4.3.3 du présent CCAP relatif au défaut de désignation d'un remplaçant en cas de modification de l'équipe ou au retard dans la proposition de remplacement d'un agent récusé dans les délais de l'article 4.3.3 du présent CCAP.
- Situations de rejet visée par l'article 5.1 du CCTP : à l'issue des 3 itérations et en cas de nouveau rejet motivé.

12.4 Cas de défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint

La défaillance du mandataire est traitée dans les articles 14.1 et 14.2 du présent CCAP.
En cas d'impossibilité d'application des articles 14.1 et 14.2, le pouvoir adjudicateur se laissera la possibilité de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

12.5 Cas de perte d'exclusivité

En cas d'absence de réponse des titulaires sollicités dans les délais et les conditions fixées par l'article 4.1 du présent CCAP relatif aux bons de commande, les titulaires concernés peuvent perdre l'exclusivité des commandes.

ARTICLE 13 – CLAUSE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

13.1 Dispositions générales

Les présentes clauses ont vocation à s'appliquer en cas de survenance des circonstances imprévisibles décrites à l'article 26 CCAG-TIC.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire et à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle en raison de retards ou de d'inexécution des obligations leur incombant dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

En cas de prolongation de délais d'exécution, les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCAP ne seront pas dues.

13.2 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur.

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels. Il dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché dans le cas où celui-ci arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours. Il indique par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du service bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-TIC, dans un délai raisonnable, les parties conviennent le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la prolongation des délais d'exécution et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

En cas de prolongation de délais d'exécution, les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCAP ne seront pas dues.

13.3 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, le service bénéficiaire prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Les constatations relatives aux ouvrages exécutées et aux parties d'ouvrage exécutées ainsi que le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG-TIC, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

13.4 Indemnisation

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

13.5 Demande indemnitaire

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 55 du CCAG-TICet justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (par ex : impossibilité de se rendre sur site).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

13.6 Modalités de communication en cas de circonstances imprévisibles

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, elles choisissent des modalités permettant de tracer la date d'envoi et de réception du document (courrier en lettre recommandée avec AR, mail avec AR).

ARTICLE 14 – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du présent CCAP, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

14.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique du présent marché de services pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité
- Cession de contrat
- Décès
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de sa candidature au présent marché.

À l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera, ou non, la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cas d'un groupement, cette même possibilité est offerte pour chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

En complément à l'article 3.5.4 du CCAG-TIC, le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce, soit le mandataire.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire, une entreprise tierce, soit un membre du groupement, soit le mandataire du groupement.

Dans le cas où le mandataire se substitue au membre défaillant, il est tenu de se substituer à celui-ci dans le délai de 15 jours qui suit l'expiration du délai imparti dans la mise en demeure. Un ordre de service actera la nouvelle répartition financière du marché.

14.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Par dérogation aux article 3.5.4 du CCAG-tic, ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

A défaut d'accord entre les parties, les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-TIC s'appliquent.

14.3 Circonstances imprévisibles

En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification du présent marché pourra être envisagée afin d'y remédier dans les conditions et selon les modalités de l'article 25 du CCAG-TIC

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indice utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article

ARTICLE 15 – LITIGE – DROIT – LANGUE - MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-TIC applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par les articles correspondant cités ci-dessous du CCAP

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
2	4.1
4.3.3	3.4.3
4.5	43 à 46
7.1	14.1.1, 14.1.3
7.2	14.1
7.4	14.1
10.2	3.5.4
12.1	51
13.2	13
14.2	3.5.4